

*Les subsides***M. Neil Young (Beaches) propose:**

Que la Chambre blâme le gouvernement de n'avoir pas tenu la promesse suivante faite par le premier ministre en juillet 1984:

«Un gouvernement progressiste conservateur a l'intention de rétablir l'indexation complète des pensions de vieillesse sur le coût de la vie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985.»

—Monsieur le Président, je voudrais dire tout d'abord que je ne prends aucun plaisir à parler du budget, surtout du passage qui est visé expressément par la motion.

C'est une question d'équité. Le budget conservateur du 23 mai n'est pas équitable pour nos familles, pour nos enfants et surtout pour nos parents. Rien n'illustre mieux son injustice que la désindexation du programme de sécurité de la vieillesse. Il va aller prendre dans la poche de chaque personne âgée du Canada \$100 en 1986. En 1991, ce montant sera passé à \$680 par année, ce qui va donner un montant total cumulatif de 6.6 milliards, retirés en cinq ans au programme de sécurité de la vieillesse. Ce sont les femmes âgées qui vont être le plus durement touchées, elles qui constituent le groupe le plus vulnérable de notre société. Parmi elles, 60 p. 100 sont des femmes célibataires âgées, qui vivent déjà en-deça du seuil de la pauvreté.

De plus, la désindexation des pensions de vieillesse s'attaque directement aux Canadiennes—nos mères et nos grands-mères. La désindexation va perpétuer l'inégalité des Canadiennes de la façon la plus régressive en appauvrissant davantage les personnes âgées déjà démunies. Environ 800,000 Canadiennes de plus de 65 ans sont si pauvres qu'elles touchent au moins une partie du supplément de revenu. Plus de 60 p. 100 des femmes âgées seules vivent en dessous du seuil de la pauvreté. En 1991, le gouvernement aura soustrait en tout 4.2 milliards de dollars à nos mères et nos grands-mères.

Le gouvernement refuse d'écouter les Canadiennes, le Comité national d'action sur le statut de la femme—il représente plus de 360 groupes de femmes—le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme et d'autres organisations qui désapprouvent cette attaque contre les femmes âgées. Le gouvernement devrait leur prêter une oreille attentive.

Je le répète, c'est une question d'équité. A cause de la désindexation, terme inoffensif qui dissimule la réalité cruelle, les conséquences du budget seront pires que prévues. C'est un terme que le premier ministre (M. Mulroney) n'a jamais utilisé devant les Canadiens au cours de la campagne électorale, l'été dernier. D'ailleurs, au cours de la campagne, le premier ministre a promis solennellement que «le gouvernement progressiste conservateur rétablirait l'indexation des pensions de vieillesse au coût réel de la vie, sur une base trimestrielle». Il n'a pas tenu sa promesse. Comme conséquence du budget que le gouvernement qualifie de dur mais équitable, les prestations de sécurité de la vieillesse vont être désindexées de façon à ne plus être entièrement protégées contre l'inflation. Les prestations ne seront pas ajustées pour absorber l'impact des premiers 3 p. 100 d'inflation. C'est dur, d'accord, mais certainement pas équitable. Les pensionnés devraient poursuivre les Conservateurs pour abus de confiance.

Au cours des semaines qui ont précédé le budget, le gouvernement conservateur a dit à qui voulait l'entendre que le budget serait dur, mais équitable. Nous savons jusqu'à quel point le ministre des Finances (M. Wilson) peut être inéquitable, lui

qui a utilisé le mot «équité» au moins vingt fois dans son discours du budget. Depuis l'exposé budgétaire, le premier ministre, ses collègues du cabinet et les députés conservateurs de l'arrière-ban voyagent d'un bout à l'autre du pays avec la conviction que, s'ils répètent assez souvent l'expression «dur mais équitable», les Canadiens les croiront. Je voudrais que le premier ministre sache qu'aucune campagne de publicité, si habile soit-elle, ne pourra dissimuler l'injustice fondamentale du budget. Rien ne pourra faire oublier qu'il s'agit d'un budget pour les riches.

Aucune mesure gouvernementale n'affecte autant la vie des Canadiens qu'un budget. Rien n'illustre mieux le sens de la justice d'un gouvernement ainsi que le degré de répartition des richesses dans la société. Un budget est une illustration vivante du genre de société que cherche à instaurer un gouvernement; il montre les programmes qu'il veut établir et d'où viendront les recettes fiscales. Un budget révèle également l'âme d'un gouvernement. Le présent budget nous apprend que les conservateurs n'ont pas d'âme. Le budget est injuste et dur, et seuls les citoyens ordinaires en font les frais.

Quand il s'adresse aux citoyens ordinaires, le gouvernement ne fait que prendre. Cependant, quand il s'adresse aux grandes entreprises, il prend un peu d'une main et donne beaucoup plus de l'autre. En 1990-1991, le gouvernement aura prélevé l'équivalent de 4.1 milliards d'impôt supplémentaires sur le revenu des particuliers et de 2.6 milliards de taxes à la consommation; pendant ce temps le fardeau fiscal des sociétés aura baissé de 2.2 milliards. Il impose donc des mesures draconiennes au simple citoyen et accorde des concessions accrues aux sociétés. Ce qu'il y a de terrible c'est que le budget s'attaque aux personnes les plus vulnérables de la société, soit les chômeurs, les familles, les pauvres, les autochtones, les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les agriculteurs. Pendant ce temps, les nantis—les riches et les grandes entreprises—recevront encore plus qu'avant. C'est ainsi que la parti conservateur conçoit l'équité—moins pour les nécessiteux et plus pour les riches.

• (1520)

Quelle sorte d'espoir le budget conservateur peut-il donner aux 1,400,000 de sans-emploi? Les chômeurs, surtout les nombreux jeunes qui sont à la recherche d'un premier emploi, n'ont aucune raison d'être optimistes. En fait, ils espèrent encore moins trouver un emploi. Tout économiste sait que les hausses d'impôt alliées aux réductions de dépenses prévues dans le budget nous feront perdre près de 50,000 emplois cette année et 100,000 l'an prochain.

Le ministre des Finances tente de faire valoir que son budget donnera une chance en or aux petites entreprises, qu'elles pourront créer de l'emploi. Le ministre devrait s'initier aux principes fondamentaux de l'économie. La seule raison qui incite les entreprises à investir et à croître, ce sont les perspectives d'écouler leurs produits. Le budget enlève \$500 à chaque famille. Ruben Bellan, économiste réputé, a dit ceci au sujet du budget: «La réduction du pouvoir d'achat nuira à toutes les entreprises canadiennes».

Le gouvernement conservateur a reçu le mandat de créer de l'emploi et de pratiquer une fiscalité juste. Or, il a présenté aux Canadiens un budget qui ne parle pas d'emplois et accentue l'injustice. Rien ne saurait mieux illustrer cette injustice que la façon mesquine et méprisante dont les conservateurs traitent les retraités. Chaque personne âgée sera affectée par le budget.